

UNIVERSITE MONTPELLIER I

L'INSERTION DES MASTERS 2 DROIT DROIT EUROPEEN DES DROITS DE L'HOMME OBTENUS EN 2007



Méthodologie d'enquête :

Il s'agit d'une étude réalisée à la demande du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche auprès des diplômés de masters 2007 sur leur situation au 1^{er} décembre 2009¹. La passation a été effectuée par courriel, téléphone et voie postale auprès des diplômés de 6 composantes de l'UM1 (AES, Droit, Economie, Médecine, Pharmacie et STAPS).

Le taux de réponse pour cette enquête est de 62,1% (pourcentage prenant en compte uniquement la population interrogée, hors ISEM qui a collecté directement ses données).

Quelques chiffres sur les diplômés 2007 du master Droit Européen des Droits de l'Homme

- Parmi les 15 diplômés de 2007, 10 ont répondu au questionnaire
- Au 1^{er} décembre 2009, le taux d'insertion professionnelle² était de 60%
- Au 1^{er} décembre 2009, le revenu moyen net des diplômés en poste était de 1 697€
- Répartition géographique des 6 diplômés en emploi au 1^{er} Décembre 2009 :

Département	Effectif
Hérault	2
Paris	1
Eure-et-Loir	1
Haute-Saône	1
Etranger	1
TOTAL	6

¹ En effet, selon une charte ministérielle, tous les observatoires de l'insertion professionnelle des étudiants ont mis en place cette étude à 30 mois après l'obtention du Master 2. Les années précédentes, l'OSIPE privilégiait ces études à 18 mois après obtention du diplôme. De fait, les comparaisons entre cette étude et celle de 2006 restent limitées.

² Taux d'insertion professionnelle = Nb de diplômés en emploi / (Nb de diplômés en emploi + Nb de diplômés en recherche active).

Détails des postes occupés par les diplômés 2007 du master Droit Européen des DH au 1^{er} Décembre 2009

Sexe	Activité employeur	Taille	Type employeur	Niveau d'emploi	Lieu	Intitulé poste	Moyen d'obtention	Type d'emploi	Quotité travail	Revenu net mensuel
Un homme	Administration publique	/	La fonction publique (d'Etat, territoriale ou hospitalière)	Personnel de catégorie A	Eure-et-Loir	inspecteur des finances publiques	Suite à un concours de la fonction publique	Fonctionnaire	/	2 100 €
Une femme	Activités pour la santé humaine et action sociale	De 1 à 9	Une association	Emploi de niveau ouvrier ou de niveau employé	Haute-Saône	Informatrice juriste / médiatrice Pénale	Autre	CDI	/	1 480 €
Une femme	Activités de services administratifs, juridiques, comptables et de soutien aux entreprises	500 et +	La fonction publique (d'Etat, territoriale ou hospitalière)	Emploi de niveau ingénieur ou de niveau cadre	Hérault	Assistant de Justice	Suite à une candidature spontanée hors internet	CDD	50%	460 €
Un homme	Activités de services administratifs, juridiques, comptables et de soutien aux entreprises	De 1 à 9	Une profession libérale ou un indépendant	Emploi de niveau ingénieur ou de niveau cadre	Nouvelle Calédonie	avocat	Suite à une candidature spontanée hors internet	Prof. libérale, indépendant, chef d'entreprise	/	2 500 €
Une femme	Enseignement	/	La fonction publique (d'Etat, territoriale ou hospitalière)	/	Hérault	Allocataire moniteur	Autre	Fonctionnaire	/	/
Une femme	Activités de services administratifs, juridiques, comptables et de soutien aux entreprises	500 et +	La fonction publique (d'Etat, territoriale ou hospitalière)	/	Paris	Assistante de justice à l'observatoire du droit européen à la Cour de Cassation	Suite à une candidature spontanée hors internet	CDD	30%	459 €